



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 16 SEPTEMBRE 2015

Charles Antoine Bambara : *Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs, Membres de la presse, Auditeurs de Radio Okapi, Bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des Composantes de la MONUSCO**
- **Activités des Responsables de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-Pays**
- **Situation militaire**

Activités des Responsables de la MONUSCO

Trois salles de classe restaurées avec le soutien de la MONUSCO ont été inaugurées par Martin Kobler, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC. Ce nouveau bâtiment permettra à 450 élèves, dont 150 garçons et 300 filles, d'étudier dans de meilleures conditions.

La restauration du Lycée Nyakasanza illustre le travail d'appui et de soutien à la population mené par la MONUSCO. Face aux mauvaises infrastructures qui empêchés des études de qualité, les parents des élèves ont eux-mêmes formulé un projet d'appui auprès de la MONUSCO. Grâce à son programme de projet à impact de rapide, qui soutient le processus de restauration de l'Etat, la MONUSCO a soutenu le projet des parents d'élèves du Lycée Nyakasanza à hauteur de 28 000 dollars américains. Encouragée par l'initiative de la MONUSCO, le Fonds Social de la République Démocratique du Congo a construit six autres salles de classe.

Le nouveau bâtiment, dont les clefs ont été remises à la sœur directrice et à la représentante des élèves, contient trois salles de classes qui ont permis au Lycée Nyakasanza d'accueillir en ce début d'année scolaire 160 élèves supplémentaires. Chaque salle de classe est équipé de vingt pupitres et d'une table pour l'enseignant. Des latrines ont également construites pour permettre à tous, filles et garçons, d'être accueilli dans les locaux dans de bonnes conditions.

Dans son discours, Martin Kobler a fait un plaidoyer auprès des enseignants, des parents d'élèves et des élèves afin que ce bâtiment soit bien entretenu afin qu'il bénéficie de manière durable à l'éducation et à la promotion de la jeune fille et du jeune garçon à Bunia. S'adressant aux élèves, Martin Kobler les a encouragés à étudier afin de développer leur potentiel. Il a conclu sur ces mots « peut-être se trouve parmi vous la future ou le futur président de la République Démocratique du Congo ».

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Activités des Composantes de la MONUSCO

Droits de l'Homme :

Au Sud-Kivu, le lundi 14 septembre 2015, le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) a organisé un forum sur le phénomène d'enlèvements et de viols des mineurs à Kavumu, en territoire de Kabare.

Ce forum qui a réuni les défenseurs des droits de l'Homme, les magistrats, les membres des services de sécurité y compris les représentants de la communauté locale, avait pour but de réfléchir sur les éventuelles causes de ce phénomène, sur les stratégies pour y mettre fin les rôles des uns et des autres dans la poursuite des présumés auteurs.

Protection de l'Enfant :

Les opérations militaires visant à éliminer les groupes armés ont permis de séparer un nombre important d'enfants des groupes armés, ce qui est un signe positif. Du 1^{er} janvier au 15 Septembre, la Section Protection de l'Enfant de la MONUSCO a séparé 1.411 enfants (1.339 garçons et 72 filles) des groupes armés au Katanga, au Nord et au Sud-Kivu mais aussi en Province Orientale.

Au total, 685 enfants ont été séparés des FDLR, d'autres étaient associés aux Mayi Mayi Rahiya Mutomboki (179), Mayi Mayi Nyatura (140), au FRPI (80), au NDC Cheka (46), Mayi Mayi Yakutumba (35), à l'APCLS (33) et 213 enfants ont été séparés des autres groupes armés. Par rapport à la même période de référence en 2014, cela représente une augmentation dans la documentation des enfants séparés des groupes armés de 63%.

Les acteurs de la protection des enfants exhortent à nouveau les groupes armés à libérer les enfants et à les confier à la MONUSCO afin qu'ils reprennent une vie normale, notamment aller à l'école, apprendre un métier.

La Section Protection de l'Enfant salue la reddition à la MONUSCO d'un ancien commandant Rahiya Mutomboki le 4 septembre et encourage le gouvernement à poursuivre en justice les auteurs de recrutement d'enfants et d'autres violations des droits de l'enfant graves tels que le viol et les violences sexuelles, les enlèvements et les attaques contre les écoles et les hôpitaux.

En 2015, la Section Protection de l'Enfant de la MONUSCO a documenté le meurtre de 48 enfants (36 garçons et 12 filles) et la mutilation de 44 enfants, dont 11 filles, à cause de la violence liée aux conflits. Au cours de la même période, 24 incidents qui ont un impact négatif sur la santé et l'éducation des enfants ont été documentés; 18 écoles et six centres de santé ont été attaqués ou utilisés à des fins militaires.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Information publique/Genre :

Une quarantaine de journalistes de la presse écrite et des radios communautaires de l'Ituri ont développé leurs capacités sur la question du genre dans le traitement de l'information grâce à un atelier de formation organisé par la MONUSCO.

Cet atelier a fait le point sur le mandat de la MONUSCO en lien avec la question du genre, le cadre législatif du droit de la femme au niveau international, la promotion de la parité et de l'égalité entre les sexes, la lutte contre les stéréotypes, la discrimination et les violences à l'égard des femmes.

Dans le cadre de situations pratiques, les journalistes ont également développé des propositions d'émission radio pour aborder la question du genre en période électorale et en période de conflit. Cet exercice a entre autres permis de souligner l'importance de la connaissance du cadre législatif et du choix des mots dans le traitement et la sensibilisation à la question du genre.

Cet atelier a renforcé la collaboration entre les médias, la MONUSCO et le bureau Genre, Famille et Enfant de l'Ituri. Jean-Marc Mazio s'est dit satisfait de cet atelier qui a renforcé « la maîtrise du concept du genre par les journalistes, qui se sont engagés à intégrer le genre dans leur programmation ce qui permettra de mobiliser le changement au sein des communautés pour une amélioration des conditions de la femme en Ituri ».

Par ailleurs, le quartier général de la MONUSCO à Dungen a abrité, le 12 septembre 2015, la quatrième édition du « Forum de la presse » de Dungen, une initiative de la section PIO de la MONUSCO en partenariat avec la presse locale.

Le thème retenu pour cette Edition place l'école au cœur du sujet qui est : « La problématique de l'enseignement dans le territoire de Dungen » animé par les autorités provinciales de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel.

La rencontre a connu la participation de 167 personnes parmi lesquelles des autorités politico-administratives locales, des membres de la MONUSCO, de la société civile, des élèves et étudiants ainsi que la presse locale.

Concernant les défis auxquels la Sous-division de Dungen doit faire face, figurent entre autres la baisse du niveau de l'enseignement ; le maigre salaire des enseignants ; le problème des mentalités des parents ; l'insuffisance ou le manque d'infrastructures adéquates ; la négligence de certains parents pour la scolarisation de leurs enfants ; la corruption et la tricherie scolaire, manque de planning familial, les parents sont débordés par le nombre élevé d'enfants, etc.

Genre :

La Section Genre de la MONUSCO/Goma en collaboration avec la Section des Affaires civiles et des droits de l'Homme a tenu deux séances de sensibilisation sur le genre et les violences sexuelles pour les acteurs locaux membres du Comité de Protection de Tongo (la PNC, les FARDC et les autorités locales), dans le territoire de Rutshuru dans la province du Nord-Kivu.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

L'objectif était de renforcer les capacités de ces derniers sur les mécanismes de protection des civiles et de les sensibiliser sur les droits humains en général dans les activités de protection en tenant en compte de l'intégration des perspectives genre dans la prévention des conflits et la protection des femmes contre les violences sexuelles et celles basées sur le genre.

Par ailleurs, du 7 au 9 septembre 2015, trente-trois journalistes dont 3 femmes ont pris part à l'atelier organisé par la section Genre de la MONUSCO sur le Renforcement de capacité des journalistes et animateurs des radios communautaires de Bunia et du Sud Irumu (Walendu Bindi) sur la prise en compte du genre afin d'arriver à l'intégrer dans l'exécution quotidienne de leur travail pour une large sensibilisation qualitative des masses.

Les participants ont été sensibilisés sur la Résolution 1325, le sens du genre, l'implication de la femme dans la résolution des conflits et son rôle pour le retour d'une paix durable dans la communauté.

Cet atelier a donné l'opportunité aux hommes et femmes des médias d'apprendre d'une manière pratique comment intégrer la dimension genre dans l'exercice quotidien de leur profession dans le but de sensibiliser la population et le travail en équipe sur des cas pratiques a permis aux participants de comprendre et d'analyser toute information du point de vue de son contenu en genre. A partir des exposées des différentes sections substantives de la MONUSCO et autres intervenants, les journalistes ont compris le mandat et la mission de la MONUSCO et comment l'aspect genre est appliqué dans les activités et opérations de la mission.

Police MONUSCO :

Le 8 septembre 2015 a eu lieu à Kalemie, le lancement officiel de la formation accélérée sur la sécurisation du processus électoral au profit de 100 agents de la Police Nationale Congolaise (PNC) de la garnison de Kalemie. Cette formation se déroulera en deux sessions de deux semaines en raison de 50 apprenants chacune.

La cérémonie d'ouverture de la première session a été coprésidée par le Chef de Bureau de la MONUSCO Kalemie et le Chef de Division unique de la province du Tanganyika, en présence de plusieurs personnalités politico-administratives dont le président de l'Assemblée provinciale du Tanganyika, les membres du conseil de sécurité provincial, les chefs des sections substantives de la MONUSCO, les apprenants mais aussi la presse publique et privée.

Pour le Chef de bureau de la MONUSCO, ce renforcement des capacités vient à point nommé et contribuera à l'organisation d'élections libres, crédibles, transparentes, apaisées et conformes aux règles du jeu démocratique.

Durant la semaine écoulée, les équipes conjointes pour la mise en œuvre de la Stratégie Opérationnelle intégrée de Lutte contre l'Insécurité à Beni/ Oicha, ont poursuivi leurs patrouilles régulières de sécurisation. Au total, 61 appels ont été reçus sur les numéros verts pour 24 interventions qui ont donné lieu à 13 interpellations pour diverses infractions de droit commun.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Activités de l'Equipe-pays

CPI : Procès Bosco Ntaganda

Depuis hier, au siège de la Cour pénale internationale à la Haye, ont débuté les audiences de présentation des preuves de l'Accusation dans l'Affaire Le Procureur contre Bosco Ntaganda. Bosco Ntaganda doit répondre de 18 chefs d'accusation pour des crimes qui auraient été commis en Ituri entre 2002 et 2003.

Durant cette première partie du procès, qui durera probablement quelques mois, le Bureau du Procureur présentera l'ensemble des moyens de preuve dont il dispose. Dès que l'Accusation aura terminé sa présentation, il reviendra à l'Accusé, avec le concours de son Conseil, de présenter sa Défense.

Les audiences peuvent être suivies sur le site Internet de la CPI, sauf en cas de huis clos. Des résumés audiovisuels des audiences seront régulièrement diffusés afin de permettre à la société civile, aux journalistes et à la population de suivre le déroulement du procès.

En RDC, l'Unité de la sensibilisation de la CPI sillonne actuellement la province de l'Ituri, et ce pendant près de deux mois, pour projeter les déclarations d'ouverture du procès dans l'Affaire Bosco Ntaganda et répondre aux questions et préoccupations des communautés affectées.

ONUSIDA : Lutter contre la transmission du VIH de la mère à l'enfant

La troisième édition du Forum national de mobilisation du monde du travail contre le Sida s'est tenue à Matadi, la semaine dernière, autour du thème : « Elimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant (ETME) : contribution des entreprises ».

Les 170 participants à ce Forum national ont échangé autour de quatre matières essentielles à l'ETME : le financement durable, le partenariat public-privé, la généralisation de l'Option B+ (offre d'un traitement antirétroviral à vie aux femmes séropositives enceintes ou allaitantes) et l'implication des partenaires masculins dans la Prévention de la Transmission Mère-enfant (PTME) ainsi que l'intégration des structures de santé et celles des entreprises dans le Système National de Santé.

Les entreprises, membres de la Coalition Interentreprises de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme CIELS, ont pris une part active à ces discussions en présentant leurs réalisations respectives dans la prise en charge du VIH/sida à travers la PTME et spécialement l'Option B+.

Il ressort de ce partage d'informations que : les entreprises ont pris conscience de l'existence du VIH/sida dans le milieu du travail et parmi les dépendants de leurs agents et cadres ; la majorité de ces entreprises ont des centres de santé qui ont intégré dans leur paquet d'activités la PTME puis l'Option B+ et qui détiennent des données actualisées sur le VIH/sida ; les structures de santé gérées par les entreprises procurent des services qui ne bénéficient pas seulement à leurs personnels mais qui sont ouvertes aussi aux populations environnantes.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

En revanche, l'offre du service PTME est confrontée à des difficultés comme la faible implication des partenaires masculins, la rupture intempestive des intrants, l'inexistence d'une ligne budgétaire dédiée au sida. Les participants ont recommandé l'organisation d'une campagne nationale d'élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant. Ils ont aussi encouragé le partenariat public-privé dans le secteur de la santé et proposé aux entreprises de dégager une ligne budgétaire sur le sida.

Ce Forum a reçu le soutien du gouvernement central, du Programme National Multisectoriel de Lutte contre le SIDA (PNMLS), Programme National de Santé de la Reproduction (PNSR), Programme national de lutte contre le sida (PNLS) et des partenaires techniques et financiers, ONUSIDA, OMS, UNICEF et BIT.

OMS : Soutien aux réfugiés burundais & rapatriés congolais du Burundi dans le Sud-Kivu

Grâce à une allocation du Central Emergency Response Fund (CERF) d'une valeur de 612 171 USD visant à améliorer et à augmenter l'accès aux soins de santé primaires pour les réfugiés burundais nouvellement arrivés et les rapatriés congolais, les déplacés internes et les communautés d'accueil, l'OMS vient de remettre, à Uvira, un premier lot de médicaments constitué entre autres de : kit paludisme, kit pneumonie A & B, kit basic, kit d'accouchement hygiénique, sérum glucosé, sérum physiologique, SRO ainsi que des consommables.

Ce projet vise à assurer une plus large couverture des besoins non seulement des réfugiés burundais mais aussi des communautés hôtes qui subissent de plein fouet l'augmentation massive de la population, tout en prenant également en compte les personnes aux besoins spécifiques dans les six zones de santé concernées.

PNUD : Remise des matériels aux hôpitaux et tribunaux du Nord-Kivu pour lutter contre les violences liées

Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ont remis des motos et des matériels médicaux aux tribunaux de Goma et Beni ainsi qu'aux formations médicales du Nord-Kivu. Cette action s'inscrit dans le cadre du Programme conjoint de lutte contre les violences sexuelles à l'Est de la République démocratique du Congo financé par le Canada.

Jeudi le 10 septembre, le PNUD a doté les tribunaux de Goma de deux motos, après en avoir remis deux autres à Beni. Ces matériels roulant vont améliorer la mobilité des agents des institutions judiciaires et faciliter l'accès à la Justice aux victimes de violences basées sur le Genre.

L'UNFPA, pour sa part, a procédé, mardi 15 septembre, à la remise d'une ambulance médicalisée, des médicaments, des kits post viols, des équipements et des matériels médicaux, estimés à près de 500 000 dollars à huit formations sanitaires à l'hôpital de Kyeshero. L'UNFPA assure, dans ce programme, la prise en charge médicale et psychosociale des victimes de violences sexuelles ainsi que la collecte des données sur les violences basées sur le Genre.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordinatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Pour rappel, ce programme conjoint a été lancé en 2013 pour soutenir les efforts de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre à l'Est de la RDC. Il est financé par le Ministère des Affaires Etrangères, Commerce et Développement du Canada et exécuté conjointement par le PNUD, l'UNFPA, l'UNESCO et le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme sous le lead du Ministère du Genre pour une durée de cinq ans (2013-2017).

Lutte contre le VIH/sida : lancement de la campagne de dépistage volontaire de masse au Kasai Occidental

La campagne de dépistage volontaire du VIH a été lancée depuis le lundi 14 septembre dans la Province du Kasai Occidental. Deux sites ont été identifiés au quartier Bawadianga et le deuxième dans un site minier de Bakwatshimuna situé à 17 km de la ville de Mbuji-Mayi.

La campagne concerne beaucoup plus les professionnels de sexes hommes et femmes et les enfants mineurs. Au total dans les deux sites 395 personnes ont été dépistées et 13 personnes ont été dépistées positives dont deux garçons mineurs (appelé patrons) et 12 femmes dont 9 de moins de 18 ans.

Toujours dans le cadre de la campagne de lutte contre le VIH/Sida un atelier de renforcement des capacités des acteurs du secteur de la justice couplé au dépistage volontaire du VIH a été organisé du 09 au 12 septembre à Mbuji-Mayi. Sur 50 acteurs présents 27 ont accepté de faire le dépistage volontaire du VIH pour connaître leur état sérologique. Cette campagne veut contribuer à la réduction des nouvelles infections liées au VIH en faveur des populations.

Humanitaire :

La République Démocratique du Congo fait actuellement face à plusieurs épidémies principalement dans les provinces de l'Est. Le choléra et la rougeole continuent d'affecter des milliers de personnes.

Dans la province du Maniema, plus de 770 cas de choléra dont 33 décès ont été rapportés depuis le début de l'année, notamment dans les zones de santé d'Alunguli, Ferekeni, Kailo, Kindu. La cause principale reste le manque d'eau potable. La ville de Kindu a connu une rupture d'eau de la REGIDESO pendant presque tout le mois d'août et une partie de sa population utilisait l'eau du fleuve Congo pour subvenir à tous ses besoins en eau. Selon les autorités sanitaires, toutes les zones touchées par le choléra sont situées le long des cours d'eau qui, pendant cette saison sèche, sont utilisés par la population malgré le fait que cette eau est impropre à la consommation. Mais la déclaration officielle de l'épidémie n'a pas encore été faite par les autorités locales.

En attendant, certaines agences des Nations Unies – le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS)– et des ONG sont actives sur le front de la réponse. Ainsi par exemple, certaines zones de santé bénéficient des médicaments essentiels et d'autres intrants. La prise en charge médicale est assurée dans certaines zones ainsi que la chloration des points d'approvisionnement en eau. Un centre de traitement de choléra a été ouvert à Kindu. Mais les besoins sont encore énormes.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

D'autres zones du pays sont aussi affectées par le choléra comme le Sud-Kivu où l'on rapporte chaque mois une moyenne de 650 cas par mois dans 14 des 34 zones de santé de la province. En Province Orientale, près de 400 cas ont été rapportés depuis le début de l'année.

Au Katanga, on a franchi la barre de 23 600 cas de rougeole dont plus de 360 décès depuis le début de l'année. 23 zones de santé sont déclarées en épidémies. La majorité des cas rapportés sont des enfants.

A la suite de l'allocation mi-août de 2,4 millions de dollars américains du Fonds commun humanitaire (Pooled Fund) pour la lutte contre cette grave épidémie au Katanga, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et les acteurs de la santé sont à pied d'œuvre dans 9 zones des 15 zones de santé qui ne bénéficiaient pas de réponses. Dans les autres zones de santé, Médecins Sans Frontières assurent la prise en charge des malades et organisent des ripostes vaccinales.

Situation militaire

(Par le Commandant JEAN-MARIE JOSEPH GONCALVES, Porte-parole militaire a.i)

L'environnement sécuritaire dans les provinces situées **dans la partie occidentale de la République Démocratique du Congo**, y compris **Kinshasa**, est demeuré stable durant la semaine écoulée.

Les troupes de la Force de la MONUSCO déployées dans les provinces concernées, poursuivent sans relâche la conduite de leurs patrouilles intensives de domination de terrain, dans le but de dissuader toute exaction des forces négatives, et d'assurer également la protection des populations civiles dans les zones sous leur responsabilité.

En Province Orientale, les troupes des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) poursuivent conjointement avec celles de la Force de la MONUSCO déployées dans cette partie du pays, les opérations visant à mettre un terme aux exactions des éléments de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), perpétrées dans les districts de Haut et de Bas-Uélé.

Le 7 septembre 2015, quinze (15) individus ont été kidnappés et des biens de valeur pillés, au cours d'une incursion de soixante (60) éléments de la LRA dans la localité de Biavu, située à 80 kilomètres au Nord-est de Bondo.

Cette attaque a provoqué le déplacement des populations locales vers la localité de Nungba, située à 19 kilomètres au Sud-ouest de Biavu.

Le même jour, dans le district de Haut-Uélé, des présumés rebelles de la LRA ont attaqué la localité d'Anduala, située à 6 kilomètres au Nord-ouest de Ngilima dans le territoire de Dungu, kidnappé six (06) individus et pillé systématiquement des biens de valeur dans les différentes maisons de cette localité.

Cet incident a poussé les populations civiles implantées dans la région d'Anduala, à se déplacer vers la localité de Ngilima, située à 45 kilomètres au Nord-ouest de Dungu-centre.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Le 8 septembre 2015, un groupe composé de sept (07) éléments de la LRA armés d'AK-47, a tendu une embuscade à deux (02) cyclistes en déplacement sur l'axe Diagbe-Doruma dans la région de Daundwe, située à 45 kilomètres au Nord de Bangadi, et pillé les denrées alimentaires transportées par les victimes.

Les éléments de la LRA confrontés à des difficultés d'approvisionnement logistique, pillent des biens de valeur et kidnappent leurs propriétaires qui sont utilisés comme porteurs des denrées pillées.

Le 9 septembre 2015, onze (11) présumés éléments de la LRA ont pillé des biens appartenant à six (06) individus de la localité de Dorenzi (20 kilomètres au Nord de Duru), puis kidnappé les propriétaires comme porteurs des biens pillés, avant de les libérer plus tard.

Le 10 septembre 2015, un groupe composé d'éléments supposés appartenir à la LRA a attaqué la localité de Liawe, située à 10 kilomètres au Nord de Ngilima, pillé des biens domestiques et kidnappé neuf (09) individus.

Le même jour, de l'argent appartenant à deux (02) motocyclistes en déplacement vers le marché de Nambia pour l'achat des biens de valeur, a été pillé à Mabadabada (23 kilomètres au Nord de Niangara), par un groupe composé d'éléments de la LRA, qui ont enlevé leurs victimes avant de le libérer le lendemain avec d'autres individus également kidnappés.

Toutefois, en dépit de cet activisme des rebelles réfractaires de la LRA observé pendant la période sous examen dans cette province, les Forces onusienne et congolaise y maintiennent sous leur contrôle effectif la situation sécuritaire, par la conduite d'opérations conjointes « **Chuma Ngumi** » (**Poing d'acier**) et « **Bienvenue à la Paix** », ainsi que de patrouilles vigoureuses de domination de terrain.

En Ituri, les troupes de l'armée congolaise, soutenues par les Casques bleus de la Force de la MONUSCO, poursuivent avec détermination les opérations vigoureuses visant à l'éradication définitive du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), dont les éléments réfractaires continuent de perpétrer des exactions contre les populations civiles, basées dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu.

Le 8 septembre 2015, de l'argent et des biens de valeur appartenant à un (01) membre d'une Organisation Non Gouvernementale (ONG) et à deux (02) femmes, ont été pillés par des éléments supposés appartenir au FRPI, au cours d'embuscades tendues respectivement dans la région située entre Kaya et Kombokabo, et dans la localité de Songolo, située à 35 kilomètres au Sud-ouest de Bunia.

Le 11 septembre 2015, des miliciens du FRPI ont fait une incursion dans la localité de Monobi, située à 2 kilomètres au Nord-ouest de Gety, et pillé plusieurs maisons.

Des troupes d'intervention rapide de la Force de la MONUSCO ont été promptement projetées sur les lieux, dans le but de contrer l'attaque, de dissuader d'autres activités négatives dans la zone, et de protéger les populations civiles.

Des opérations sont menées par l'armée congolaise, soutenue par la Force de la MONUSCO, dans le but de mettre un terme aux exactions des éléments réfractaires du FRPI, perpétrées contre les populations civiles dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Sept (07) éléments armés ont à cet effet été arrêtés par des unités de l'armée gouvernementale, au cours d'opérations menées le 7 septembre 2015 dans les localités de Sota et de Mulubia, situées respectivement à 12 et 57 kilomètres au Nord-est d'Irumu-centre et au Sud de Bunia.

A la même date, des troupes d'intervention rapide des FARDC ont attaqué des positions du FRPI situées près des chutes d'Anjike, à 20 kilomètres au Sud-est de Gety, tué deux (02) miliciens et récupéré une (01) arme AK-47.

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire a été marquée dans le territoire de Beni par des exactions perpétrées par des éléments réfractaires de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF) contre les populations civiles, ainsi que par des attaques menées contre les positions de l'armée congolaise par des éléments du groupe Mayi-Mayi ; mais également, par l'activisme d'autres groupes armés rapporté dans les différents territoires de cette province.

Dans le territoire de Beni, la situation sécuritaire pendant la période sous examen a été globalement instable et tendue.

Les activités négatives des éléments de l'ADF ont constitué la principale menace à la situation sécuritaire dans ce territoire.

Pendant la période sous examen, quatre incidents majeurs liés aux activités négatives des éléments de l'ADF et ceux du groupe Mayi-Mayi Hira, ont été rapportés.

Les 8, 9 et 10 septembre 2015, des rebelles de l'ADF ont tendu des embuscades aux troupes des FARDC basées dans la région située entre Makembi et Jericho, à 6 kilomètres au Sud-est d'Eringeti, mais également à Bamale, situé à 4 kilomètres au Sud-est de Mavivi, et à Masulukwede, situé à 6 kilomètres à l'Est de Mavivi.

Les soldats congolais ont riposté et repoussé les assaillants.

Le 10 septembre 2015, vingt-deux (22) éléments du groupe Mayi-Mayi Hira en provenance de Mamambimbi (environ 9 kilomètres au Nord-ouest de Mamove), armés de deux (02) armes AK-47, un (01) fusil de chasse, couteaux et lances, ont attaqué les positions des FARDC situées à Mamove, à 17 kilomètres au Nord-ouest d'Oicha, dans le but apparent de récupérer des armes, munitions et autres équipements logistiques.

Les soldats des FARDC ont repoussé l'attaque avec succès, tué six (06) assaillants et arrêté quatre (04) autres. Douze (12) miliciens se sont échappés.

Un (01) civil a été tué et trois (03) autres blessés. Deux (02) militaires des FARDC ont également été blessés au cours de ces accrochages.

L'incident a provoqué le déplacement des populations civiles basées à Mamove, vers les régions de Kisikivi et d'Oicha.

Le commandement de la Brigade d'Intervention de la Force de la MONUSCO a immédiatement déployé sur les lieux deux patrouilles vigoureuses de domination de terrain, dans le but de dissuader toute nouvelle attaque des groupes armés, de rassurer et de protéger les populations civiles.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Cependant, le calme est revenu dans la localité touchée, et la situation sécuritaire dans la région concernée est actuellement sous le contrôle effectif de la Force de la MONUSCO, ainsi que des Forces de Défense et de Sécurité congolaises déployées dans la zone.

Le 11 septembre 2015, les rebelles de l'ADF ont pillé la localité de Mangolikene, située à 8 kilomètres à l'Est de Beni, et pendu un (01) civil qui résistait au pillage.

Le 15 septembre 2015, un (01) homme et une (01) femme ont été tués et une (01) autre femme blessée, au cours d'embuscade tendue par des éléments armés non identifiés à un convoi des Casques bleus à Kokola.

La femme blessée a été évacuée pour sa prise en charge médicale, par la Force de la MONUSCO, vers l'hôpital d'Eringeti.

L'armée congolaise, soutenue par la Force de la MONUSCO, poursuit inlassablement les opérations vigoureuses, dans le but de neutraliser les éléments résiduels de l'ADF qui ont à ce jour subi un taux d'attrition considérable et se sont divisés en groupuscules pour la quête de nouvelles zones, afin d'y déployer leurs camps.

Les 9 et 13 septembre 2015, des troupes d'intervention rapide des FARDC ont engagé les positions de l'ADF situées à Ngadi (16 kilomètres au Nord-ouest de Beni) et dans la région de Muranzi (22 kilomètres à l'Est de Beni), et tué un (01) rebelle de ce groupe armé.

L'activisme des rebelles des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) a également été rapporté dans d'autres territoires de cette province, durant la semaine écoulée.

Les éléments des FDLR ont intensifié des attaques de la guérilla durant la semaine écoulée, contre les Forces de Défense et de Sécurité congolaises, ainsi que les populations civiles.

Dans le territoire de Lubero, le 8 septembre 2015, des éléments supposés appartenir aux FDLR ont enlevé deux (02) civils à Mighobwe, situé à 42 kilomètres au Sud de Lubero, et demandé 4000 dollars américains pour leur libération.

Dans le territoire de Rutshuru, les rebelles des FDLR ont tendu des embuscades et attaqué les unités des FARDC à Kisheguru (15 kilomètres au Nord de Kiwanja) et à Kashalira (38 kilomètres au Nord-ouest de Rutshuru-centre).

Au chapitre des redditions dans la province, du 9 septembre 2015 à ce jour, six (06) éléments des groupes armés se sont rendus aux troupes de la Force onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **trois (03) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), un (01) du groupe Mayi-Mayi Rahiya Mutomboki faction "Ngoa" et deux (02) de divers groupes Mayi-Mayi.**

Au Sud-Kivu, le climat sécuritaire a été caractérisé par l'activisme des différents groupes Mayi-Mayi rapportés dans les territoires de cette province.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Toutefois, les unités des Forces onusiennes et congolaises maintiennent sous leur contrôle l'environnement sécuritaire dans cette partie du pays.

Au Katanga, la situation sécuritaire a été jugée globalement calme durant la semaine écoulée, mais elle demeure tendue et volatile dans le territoire de Nyunzu, du fait des tensions interethniques existant entre les communautés Luba et pygmée.

Les Casques bleus du 9^{ème} bataillon Béninois de la Force de la MONUSCO déployés dans la région de Nyunzu poursuivent conjointement avec des unités des FARDC et de la Police Nationale Congolaise (PNC), la conduite des patrouilles dissuasives de domination de terrain dans la région concernée, dans le but de décourager toute activité négative susceptible de perturber l'ordre et la sécurité dans la zone, et de protéger les populations civiles.

Un calme relatif a été observé **dans le secteur 2** durant la semaine écoulée.

Enfin, la Force de la MONUSCO a mené **1352** patrouilles armées, dont **397** nocturnes, et fourni **76** escortes pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04